



Croissance économique dans la zone de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest : soutenabilité, durabilité et inclusivité¹

Dimitri Sanga* & Mamoudou Sebego**

Résumé

Dans l’objectif d’appréhender le caractère pro-pauvre et inclusif de la croissance économique au sein de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), il est montré à travers une analyse stylisée, puis quantitative en données de panel non équilibré, que la croissance au cours de la dernière décennie au sein de l’espace enregistre les signes d’un profil pro-pauvre et inclusif dû en partie aux activités agricoles. Par ailleurs, le dynamisme observé dans la croissance a été principalement imputable à la production de la branche commerce, restauration, hôtellerie, télécommunications, industries extractives et de construction. Aussi la baisse du poids de l’agriculture dans le Produit intérieur brut (PIB) ne traduit-elle pas un processus de transformation structurelle des économies, comme soutenu par certains décideurs de la CEDEAO.

Mots-clés : contribution sectorielle, transformation structurelle, diversification des exportations, productivité du capital, croissance pro-pauvre, croissance inclusive

Abstract

In order to understand the pro-poor and inclusive nature of economic growth within the Economic Community of West African States (ECOWAS), it is demonstrated through a stylized, and then quantitative, analysis of unweighted panel data, that over the last decade growth within the zone is

* Économètre et directeur du Bureau pour l’Afrique de l’Ouest de la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique, Niamey, Niger. Email : sanga@un.org

** Économiste à la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique, Niamey, Niger. Email : sebego@un.org

showing signs of building a pro-poor and inclusive profile, due in part to agricultural activities. In addition, authors show that the dynamism observed in growth in the region can mainly be attributable to production in the commercial, catering, hotel, telecommunications, mining and construction industries. Thus, the decline in the contribution of agriculture to Gross Domestic Product (GDP) does not necessarily mirror economic processes of structural transformation, as argued by some ECOWAS decision-makers.

Keywords: Sectoral contribution, structural transformation, export diversification, capital productivity, pro-poor growth, inclusive growth

Introduction

Selon le modèle de croissance de Robert Solow (1956), l'économie parvient toujours à une situation de croissance équilibrée lorsque le taux de croissance du capital devient identique à celui du travail qui n'est autre chose que le taux de croissance démographique, avec l'investissement et le progrès technologique comme facteurs clés de la croissance économique. Cette confirmation théorique recherchée empiriquement par les États est-elle réalisable dans les économies de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au regard des niveaux de croissance économique enregistrés par la sous-région au cours de la dernière décennie et de leurs répercussions sur l'amélioration des conditions de vie des ménages ?

Depuis 2000, malgré les multiples crises économiques et financières enregistrées, l'économie de la CEDEAO affiche un profil favorable de croissance économique avec 5,7 pour cent en moyenne sur la période 2000-2015 (5,5 % pour l'Afrique et 3,5 % pour le monde). Cette performance classe la CEDEAO au deuxième rang des sous-régions de l'Afrique en termes de niveau de croissance économique après l'Afrique de l'Est (5,9 %). Cependant, plus de 40 pour cent de la population de la CEDEAO vit toujours dans l'extrême pauvreté (CEA 2016) et les taux de mortalité infantile et maternelle figurent parmi les plus élevés sur le continent (CEA *et al.* 2015).

En outre, la problématique de l'emploi, notamment celui des jeunes, est de plus en plus préoccupante, non seulement pour l'amélioration du cadre socioéconomique, mais aussi pour la stabilité politique et les considérations sécuritaires. Les taux de chômage apparemment faibles cachent un état de sous-emploi criant et de chômage déguisé. Par ailleurs, la lenteur dans la réduction de la pauvreté et la réalisation des autres objectifs de développement durable (ODD) est aussi le reflet des caractéristiques de la récente croissance économique (UNCTAD 2012). Cette divergence entre l'évolution favorable des indicateurs macroéconomiques et celle défavorable des principaux

indicateurs de développement social dans la zone CEDEAO soulève des interrogations sur la qualité des performances macroéconomiques de la sous-région. Aussi l'objectif de cet article est-il d'analyser le caractère soutenu, durable et inclusif de la croissance économique de la zone CEDEAO au cours de la dernière décennie. Cette analyse porte essentiellement sur la dynamique des principaux déterminants de l'offre et de la demande globale au cours des périodes 1990-2000 et 2001-2014, ainsi que sur l'impact de cette croissance économique sur le développement social dans la sous-région.

À partir des données extraites de sources internationales et nationales, la méthodologie, basée sur une analyse stylisée et quantitative, a consisté à prioriser les instruments de la statistique descriptive et l'économétrie en donnée de panel respectivement. Ce travail de recherche vise à alimenter les débats sur la problématique de la qualité de la croissance économique au sein de la CEDEAO et à contribuer à la prise de décision de politique économique des États membres en matière de développement économique et social. Le reste de l'article est essentiellement structuré en quatre parties : (i) l'évolution de l'environnement économique sous régional, régional et mondial, (ii) l'analyse de l'évolution de la croissance économique de la sous-région à partir de la dynamique de l'offre et de la demande, (iii) l'examen du caractère pro-pauvre de la croissance économique, et (iv) l'évaluation de l'impact de la croissance sur le développement social. Une conclusion et des recommandations de politique viennent clôturer l'article, avec une ouverture sur de potentiels sujets qui méritent d'être examinés afin d'appréhender le paradoxe entre performance macroéconomique et développement social dans les pays de la CEDEAO.

Fondements théoriques sur les déterminants de la croissance économique

Une revue de quelques importants travaux de recherche fondamentale et empirique en rapport avec les modèles de croissance économique a montré que la dynamique de la croissance est essentiellement guidée par des facteurs endogènes et exogènes. Toutefois, au regard de la finalité de notre travail, la priorité sera donnée aux facteurs endogènes, économiques ou non, sur lesquels le décideur politique a un contrôle.

S'agissant des facteurs économiques, les modèles de croissance, dont le dynamisme des travaux a été fortement impulsé au milieu du XXe siècle, sont soit de source néoclassique et basés sur le modèle de croissance de Solow (1956) qui met l'accent sur l'importance des investissements², soit des modèles de croissance endogène, tels que développés par Romer (1986) et Lucas (1988) qui mettent l'accent sur le rôle du capital humain et des capacités d'innovation pour une meilleure qualité de la croissance économique.

Par ailleurs, d'autres travaux ont démontré qu'une croissance économique de qualité ne saurait se fonder uniquement sur des facteurs économiques, notamment l'accumulation du capital, du travail et de l'innovation. Ces facteurs économiques doivent impérativement s'accompagner d'un environnement favorable, généralement déterminé par des facteurs non économiques, qui dans le cadre de notre travail reflètent la réalité du contexte des économies africaines en général et de l'Afrique de l'Ouest en particulier. Il s'agit notamment des facteurs institutionnels (Matthews 1986 ; Jutting 2003), sécuritaires et politiques (Brunetti 1997), socioculturels (Knack & Keefer 1997), démographiques (Kalemli-Ozcan 2002) et géographiques (Gallup *et al.* 1999). Dans le cas spécifique de l'Afrique de l'Ouest, la qualité des institutions, en rapport avec la gouvernance économique ; la situation sécuritaire et politique, en rapport avec la gouvernance politique, la violence, les guerres et les conflits ; les dynamiques démographiques, en rapport avec les taux de mortalité et de fécondité élevés, ainsi que la situation géographique, en rapport avec les coûts élevés de transactions pour les pays enclavés, constituent des facteurs hautement déterminants pour la réalisation d'une croissance économique forte, durable, inclusive et partagée.

Sur la base des travaux de Romer (1986) et Lucas (1988) sur l'importance des progrès technologiques pour la croissance à long terme, plusieurs travaux ont par la suite convergé vers trois principales sources de la croissance économique : les nouvelles connaissances (Romer 1990, Grossman & Helpman 1991), l'innovation (Aghion & Howitt 1992) et les infrastructures publiques (Barro 1990 ; Petrakos *et al.* 2007).

En outre, la stabilité³ macroéconomique, domaine dans lequel les économies africaines ont enregistré des performances satisfaisantes au cours des deux dernières décennies, influence significativement le dynamisme de la croissance économique. Cette influence des politiques macroéconomiques se fait soit directement à travers l'accumulation du capital, soit indirectement à travers l'efficacité dans l'utilisation des facteurs de production. Ce dernier canal est déterminant pour la création de la richesse nationale dans la mesure où ses manifestations donnent une information au secteur privé sur les capacités des autorités du pays à gérer l'économie et, par ricochet, à créer un environnement favorable à une amélioration de la rentabilité des investissements (Alin *et al.* 2009).

Évolution de l'environnement économique sous régional, régional et mondial

L'environnement économique sous-régional, régional et mondial a été caractérisé au cours de la dernière décennie par des crises multiples, dont les plus importantes sont la crise économique et financière mondiale de 2007-2009, la crise d'endettement de 2011-2013 dans certains pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), dont les États-Unis, les fluctuations des prix du pétrole (2008-2010 et depuis 2015) et des prix des autres matières premières et minières, la crise alimentaire de 2008-2011, de même que les crises d'insécurité dans le Sahel et les crises politico-militaires au Moyen-Orient. Ces différentes crises ont affecté à des degrés divers les performances économiques de la sous-région. Toutefois, il convient de souligner que les activités économiques des États membres de la CEDEAO sont restées plus résilientes aux chocs exogènes que celles de l'Afrique dans son ensemble et du monde (Figure 1). Aussi, en termes de stabilité, la croissance économique de la CEDEAO a-t-elle été moins volatile (variance 0,5) au cours de la dernière décennie que dans l'Afrique (variance 1) et le monde (variance 2,5).

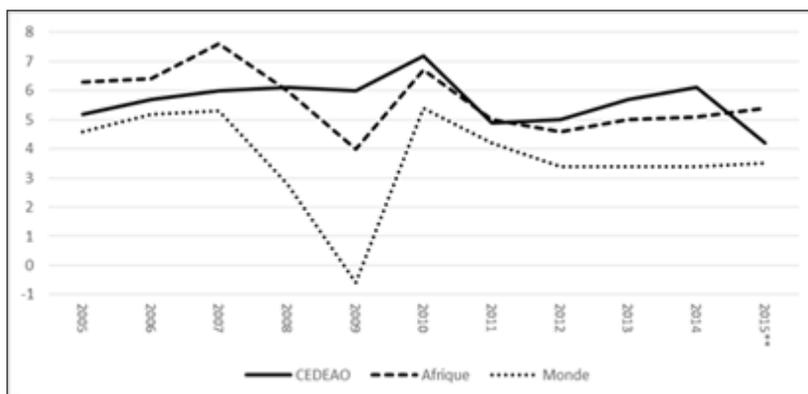


Figure 1 : Évolution de la croissance économique de la CEDEAO, de l'Afrique et du monde sur la période 2005-2015 (en %)

Source : CEDEAO 2016 et FMI 2016 ; (**) dénote une estimation

Le revenu par habitant de l'espace CEDEAO a aussi crû plus vite que celui de l'Afrique et du monde dans son ensemble, mais en deçà de la moyenne de l'ensemble des pays moins avancés (PMA), même si le rythme est resté timide (oscillant entre 2 % et 4 %). La relative bonne résilience de la dynamique de l'activité économique de l'espace CEDEAO aux chocs exogènes laisse

penser, toutes choses étant égales par ailleurs, que le déficit de robustesse et de durabilité dans la croissance économique de la sous-région serait davantage d'origine endogène qu'exogène.

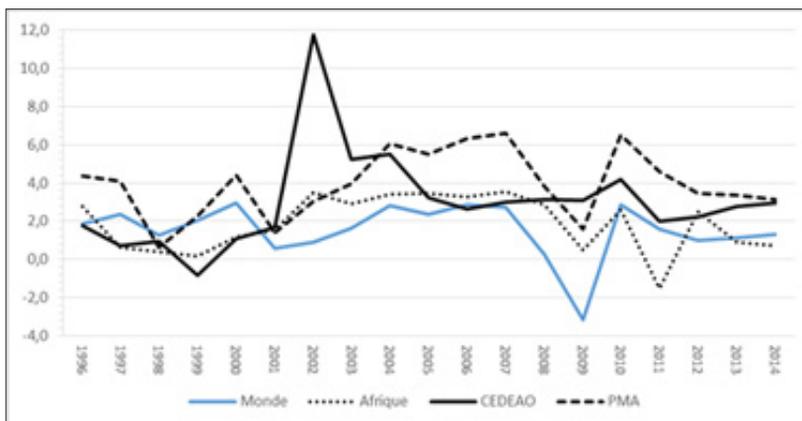


Figure 2 : Croissance du PIB par tête de la CEDEAO, des PMA, de l'Afrique et du monde (en %)

Source : Données extraites de la base de données UNCTADSTAT du CNUCED 2016

Dynamique des secteurs de production réelle dans la croissance économique de la CEDEAO au cours de la dernière décennie

En dehors de quatre pays (Bénin, Cabo Verde, Guinée et Libéria), le reste des pays de la CEDEAO a réalisé une bonne performance en termes de croissance économique au cours de la dernière décennie, comparativement à la décennie précédente. Une analyse annuelle montre que le Bénin a enregistré de fortes tendances à la hausse de sa croissance au cours des 4 dernières années avec plus de 6 pour cent de croissance. Le Libéria et la Guinée ont été affectés en 2014 et 2015 par l'épidémie à virus Ebola. Ces deux pays, qui affichent également des niveaux de croissance inférieurs à 4 pour cent sur les deux périodes à l'étude, ont été exposés à une longue période de crises politiques et sécuritaires majeures, qui ont eu un impact négatif sur leurs performances macroéconomiques. Quant au Cabo Verde, la décélération de sa croissance économique depuis 2009 est, entre autres, liée à la baisse des investissements publics, des investissements directs étrangers (IDE), ainsi que des transferts des revenus des Capverdiens de l'étranger de même qu'aux contre-performances du secteur du tourisme.

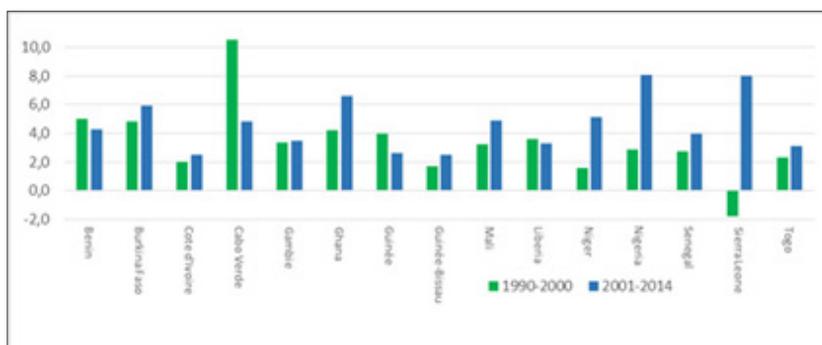


Figure 3 : Évolution moyenne du taux de croissance du PIB des États membres de la CEDEAO sur 1990-2000 et 2001-2014 (en %)

Source : Données de WDI-Banque mondiale, octobre 2016

L'appréciation de cet important bond de croissance économique enregistré par les économies de l'espace CEDEAO au cours de la dernière décennie nécessite plus d'explorations dans ses principales sources, notamment du côté de l'offre de production et de la demande.

Changement de la structure de production

En ce qui concerne de l'offre, l'analyse de la dynamique des données du tableau 1 montre que le bond quantitatif de la croissance économique de l'espace CEDEAO serait en partie dû à un gonflement de la contribution des activités du secteur des services (droits, impôts et taxes exclus) de 42,0 pour cent à 46,0 du PIB consécutif à une baisse de la contribution des activités du secteur de l'agriculture (34,0 % à 31,4 % du PIB) et de l'industrie au sens large (24,0 % à 22,6 % du PIB).

Il ressort de l'analyse du tableau 1 que les fortes croissances économiques enregistrées par les économies de l'espace CEDEAO au cours de la dernière décennie seraient principalement induites par le secteur des services hors administration dans 70 pour cent des pays, de l'industrie dans 54 pour cent des pays, et, dans une moindre mesure, de l'agriculture dans 23 pour cent des pays.

Tableau 1 : Évolution de la structure de la contribution sectorielle au PIB au sein de pays de la CEDEAO (en % du PIB)

	1990-2000			2001-2014		
	Agriculture	Industrie	Services	Agriculture	Industrie	Services
Bénin	33,0	16,3	50,6	26,2	27,5	46,3
Burkina	34,0	21,3	44,7	36,1	23,4	43,2
Côte d'Ivoire	27,1	22,7	50,1	23,9	22,6	53,5
Cabo Verde	12,5	27,3	60,1	8,9	18,2	72,9
Ghana	42,3	24,9	32,8	32,3	25,2	42,4
Guinée	20,3	30,4	49,3	23,1	38,4	38,5
Guinée-Bissau	55,1	12,7	32,2	44,5	14,5	41,0
Mali	39,3	18,8	41,9	38,4	22,8	38,8
Niger	39,2	17,4	43,4	37,1	16,6	46,3
Nigeria	32,8	43,8	23,4	31,1	34,4	34,5
Sénégal	19,7	23,5	56,8	16,2	24,1	59,7
Sierra Leone	48,8	32,0	19,1	53,4	11,4	35,1
Togo	37,2	20,7	42,1	36,8	17,5	45,7
Moyenne CEDEAO	34,0	24,0	42,0	31,4	22,6	46,0

Source : Calculs des auteurs à partir des données WDI-Banque mondiale, octobre 2016

Dynamiques des sous-secteurs d'activités

Secteur des services

La forte contribution de la valeur ajoutée du secteur des services dans les performances de croissance économique des pays de la CEDEAO au cours de la dernière décennie est en partie due aux activités spécifiques du commerce, de la restauration, de l'hôtellerie, des télécommunications et, dans une moindre mesure, du transport. Toutefois, il convient de souligner que les activités de commerce, de restaurant et de transport dans les pays de la CEDEAO constituent des segments d'activité à forte dominance informelle et peu productive. Un tel profil économique joue défavorablement en faveur du processus de la transformation structurelle économique de l'Afrique en général et de la sous-région en particulier (CNUCED 2014).

Tableau 2 : Contribution des sous-secteurs du secteur des services à la constitution du PIB au sein de la CEDEAO où des données existent (en % du PIB)

Pays	1990-2000			2001-2013		
	Commerce, restaurant, hôtel	Transport, communication	Autres activités	Commerce, restaurant, hôtel	Transport, communication	Autres activités
Cabo Verde	13,2	14,0	27,9	18,0	17,6	32,0
Côte d'Ivoire	18,3	6,4	23,5	13,3	5,4	27,1
Ghana	10,7	15,8	20,8	11,3	14,3	23,3
Guinée-Bissau	18,5	3,5	10,6	19,4	3,9	15,0
Niger	18,4	5,8	23,4	15,2	6,7	19,2
Nigeria	17,5	10,4	22,0	17,2	11,9	22,1
Sénégal	20,9	7,3	29,1	20,6	11,2	28,0
Sierra Leone	9,8	7,1	25,9	9,3	6,2	21,5
Togo	11,5	4,6	19,7	11,2	5,8	20,1
Moyenne CEDEAO	15,4	8,3	22,5	15,1	9,2	23,1

Sources : Calculs des auteurs à partir des données de UNCTADSTAT, octobre 2016

Industries

Tableau 3 : Contribution des activités du secteur des industries à la constitution du PIB au sein de la CEDEAO où des données existent (en % du PIB)

	1990-2000			2001-2013		
	Activités extractives	Manufactures	BTP	Activités extractives	Manufactures	BTP
Bénin	1,4	8,4	3,8	1,4	8,5	4,4
Burkina	2,0	15,1	5,3	4,2	10,1	5,1
Ghana	4,0	11,1	4,3	5,6	8,8	7,6
Guinée	18,3	3,1	8,9	18,9	6,1	8,8
Guinée-Bissau	0,6	7,7	4,8	0,5	11,9	1,5
Mali	4,5	8,5	4,7	10,1	7,4	5,3
Nigeria	39,6	5,4	2,4	26,8	6,1	2,5
Sénégal	3,6	16,7	3,5	4,4	14,9	4,8
Sierra Leone	3,3	3,5	2,4	6,5	2,6	1,8

Sources : Calculs des auteurs à partir des données de UNCTADSTAT, novembre 2016

Les activités extractives (mines et pétrole) et les BTP ont constitué les activités locomotives de la dynamique du secteur industriel dans les bonnes performances de croissance économique de la CEDEAO au cours de la dernière décennie. L'industrialisation, notamment manufacturière, identifiée comme la politique préconisée pour une croissance économique inclusive et durable, commence à produire des résultats encourageants dans certains pays de la sous-région (Bénin, Guinée-Bissau, Guinée, Nigeria).

Globalement, la contribution de l'offre de production réelle à la forte croissance économique de la CEDEAO au cours de la dernière décennie est majoritairement tributaire du développement des activités de commerce, de restaurants/hôtels, de télécommunications, du BTP et des activités extractives (mines et pétrole). En revanche, le dynamisme de la production agricole et manufacturière en termes de contribution au PIB a été résiduel au cours de la décennie. Seulement trois pays (Burkina Faso, Guinée, Sierra Leone) de l'espace CEDEAO ont pu réaliser des progrès dans les activités agricoles et, dans une moindre mesure, la production manufacturière dans quatre pays (Bénin, Guinée-Bissau, Guinée, Nigeria). La contribution de la production manufacturière au PIB dans les onze autres pays est en baisse, traduisant ainsi un processus de désindustrialisation en cours dans la sous-région.

Cette exploration du côté offre montre qu'en dépit de la croissance économique élevée et régulière de la CEDEAO au cours de la dernière décennie, la quasi-totalité des pays n'a toujours pas amorcé le processus normal de transformation structurelle⁴.

Le modèle de changement structurel en cours (baisse de la contribution de l'agriculture accompagnée d'une hausse de celle des activités extractives (mines et pétrole) et des activités de services à dominance informelle) est différent de ce à quoi on s'attendrait au regard de l'actuel niveau de développement de la sous-région. Par ailleurs, les institutions panafricaines, notamment la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Banque africaine de développement (BAD), dans leur mission d'appui aux États membres vers la transformation structurelle des économies, continuent d'encourager les réformes de stimulation de la croissance par l'amélioration de la productivité agricole et de l'industrialisation.

Dynamique des agrégats de la demande globale dans la croissance économique de la CEDEAO au cours de la dernière décennie

Cette section explore la dynamique de la consommation finale, de l'investissement et des exportations au cours de la dernière décennie afin d'appréhender leur incidence effective sur les bonnes performances de croissance économique de l'espace CEDEAO sur la période sous revue.

Cette dynamique est considérée comme l'un des principaux moteurs de la croissance en Afrique au cours de la dernière décennie (CNUCED 2014).

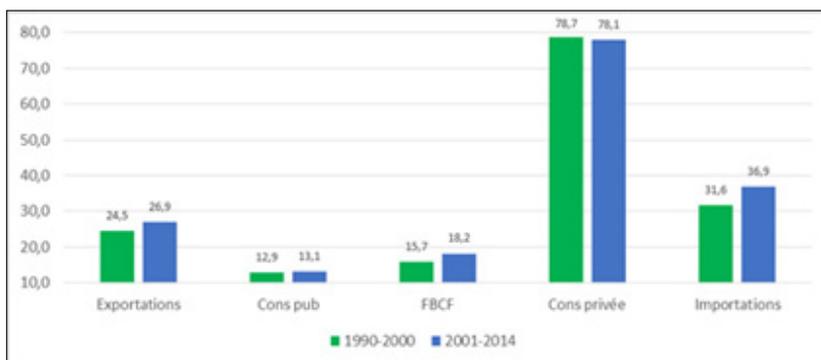


Figure 4 : Dynamique des agrégats de la demande globale dans la CEDEAO (en % du PIB)
Source : À partir des données de WDI-Banque mondiale et calculs des auteurs, novembre 2016

La dernière décennie de forte croissance économique dans l'espace CEDEAO a été soutenue par une augmentation du taux d'investissements de 15,7 pour cent à 18,2 pour cent du PIB, des exportations de biens et services de 24,5 pour cent à 26,9 pour cent du PIB et, dans une moindre mesure, par la consommation finale de l'administration publique. Les importations ont connu une plus forte augmentation qui serait en partie constituée de biens d'équipement en réponse au dynamisme des industries extractives (mines et pétrole) et des BTP, comme montré plus haut.

Au cours de la dernière décennie, la quasi-totalité des pays de l'espace CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) a accru substantiellement leur taux d'investissement en moyenne d'au moins 5 points de pourcentage (Figure 4). En revanche, d'autres ont plutôt vu leur taux d'investissement baisser substantiellement (Guinée, Guinée-Bissau et Mali), avec la Guinée-Bissau qui a régressé de 19 points de pourcentage. Il a été démontré que l'Afrique doit atteindre au moins un taux d'investissement de 25 pour cent du PIB pour réaliser un taux de croissance économique de 7 pour cent à moyen et à long terme afin de pouvoir réduire sensiblement la pauvreté (Clarke 2013 ; ECA 1999).

Tableau 4 : Dynamique des agrégats de la demande globale dans les économies de la CEDEAO où des données existent (en % du PIB)

	1990-2000					2001-2014				
	Cons publique	Cons privée	FBCF	Exportations	Importations	Cons publique	Cons privé	FBCF	Exportations	Importations
Bénin	14,4	76,1	17,1	24,3	33,2	14,8	74,0	22,5	22,5	34,0
Burkina	22,4	69,0	21,2	11,0	24,6	21,4	66,8	22,7	15,6	28,3
Côte d'Ivoire	14,2	68,1	11,6	37,6	31,1	13,4	66,7	10,9	47,4	39,4
Gambie	12,1	84,4	10,0	28,5	35,0	9,2	85,8	22,3	23,5	41,0
Ghana	11,5	81,1	20,0	27,3	40,3	13,6	77,3	24,5	34,9	50,8
Guinée	8,1	73,8	19,9	23,9	27,1	9,0	84,4	15,7	29,7	39,2
Guinée-Bissau	9,3	90,0	24,0	14,0	37,3	13,6	90,1	5,8	19,1	28,8
Mali	14,1	80,1	19,6	19,1	32,6	17,2	64,8	19,2	25,9	29,9
Niger	14,8	82,3	9,2	16,6	23,1	14,4	74,6	27,0	18,5	34,9
Nigeria	9,5	68,7	10,1	36,2	24,5	8,2	71,3	10,8	32,5	23,0
Sénégal	14,8	79,2	20,1	26,5	33,9	14,2	77,9	24,2	26,4	43,0
Sierra Leone	10,0	88,9	6,3	22,4	27,7	10,6	90,4	13,2	14,3	28,6
Togo	12,6	81,1	15,5	30,6	40,5	10,9	91,0	17,2	39,9	59,3
Moyenne CEDEAO	12,9	78,7	15,7	24,5	31,6	13,1	78,1	18,2	26,9	36,9

Source : Calculs des auteurs à partir des données WDI-Banque mondiale, novembre 2016

Par ailleurs, l'accumulation de capital a été établie dans les différents travaux de recherche comme facteur clef de la croissance à long terme d'une économie (Turnovsky 2011). Ce rôle de l'investissement dans le processus de développement doit être compris par les décideurs des États membres de la CEDEAO comme une étape incontournable vers le développement durable. Les conclusions d'un certain nombre de travaux récents ont confirmé ce postulat. Il s'agit, entre autres, de Mijiyawa (2013), Ghazanchyan et Stotsky (2013), Fedderke *et al.* (2006) qui considèrent que les investissements dans les infrastructures économiques et sociales sont non seulement positivement corrélés à la croissance économique, mais constituent le principal levier de la croissance économique.

L'augmentation des taux d'investissement au cours de la dernière décennie a été proportionnellement tirée par la composante privée (+ 4,1 points de pourcentage en moyenne) plus que par la publique (+ 0,5 point de pourcentage en moyenne). Cette augmentation a été effective dans sept pays (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo) avec un accroissement de 1,5 point de pourcentage au Togo à 16,2 points de pourcentage au Niger. Les pays ayant enregistré une baisse de leur taux d'investissement (Côte d'Ivoire, Libéria, Guinée, Guinée-Bissau, Mali) ont dans leur majorité traversé des crises sociopolitiques difficiles qui ont certainement inhibé les initiatives d'investissements publics et privés.

Comme illustré à la figure 5, il y a une prédominance des investissements privés dans les pays de la CEDEAO. Le niveau des investissements publics est resté quasiment stable au cours des vingt dernières années (entre 6,0 % et 8,0 % du PIB).

Les résultats empiriques des différents travaux de recherche sur l'influence relative de la composante privée et publique des investissements sur la croissance économique sont d'une manière générale mitigés. Certains travaux concluent que l'investissement public a tendance à stimuler l'accroissement de l'investissement privé, tandis que d'autres constatent l'effet inverse. L'effet positif de l'investissement public sur la croissance, en augmentant l'efficacité de l'investissement privé, semble toutefois être privilégié dans le contexte africain (CNUCED 2014).

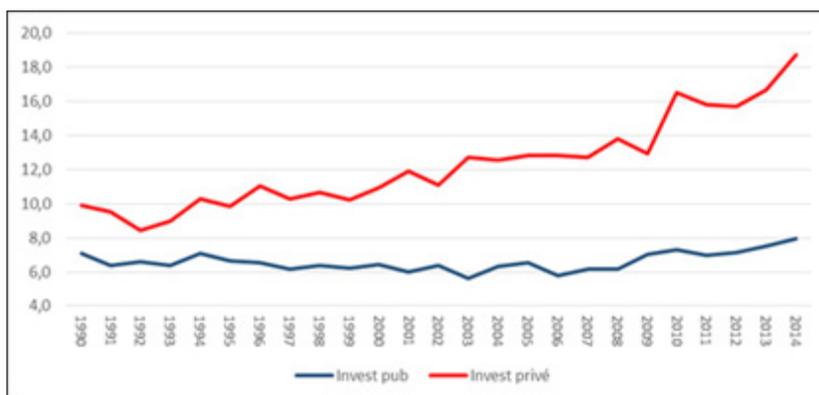


Figure 5 : Évolution du taux d'investissement public et privé au sein de la CEDEAO (en % du PIB)

Source : À partir des données de WDI-Banque mondiale, et calculs des auteurs, novembre 2016

Au-delà du niveau des investissements, la qualité ou l'efficacité des investissements sont des leviers d'une croissance économique forte et durable. Afin d'apprécier l'efficacité des investissements, l'analyse de l'évolution du coefficient marginal de capital est privilégiée. Plus le coefficient marginal de capital est élevé, moins le capital est efficace ou productif. Dans le modèle fondamental de croissance de Harrod et Domar (1956) fondé sur le modèle keynésien, le taux de croissance économique dépend fortement du coefficient marginal du capital et de la propension marginale à épargner. Ils démontrent que les pays pauvres ont un coefficient marginal du capital plus élevé que les pays développés à cause essentiellement : (i) de la mauvaise utilisation et du gaspillage du capital dus à un manque d'entretien et à des insuffisances dans le choix des investissements ; (ii) d'importants besoins en investissements sociaux et en infrastructures économiques et (iii) des effets d'entraînement inexistant étant donné que le capital a de particulières affinités pour les régions déjà soumises à une exploitation capitalistique.

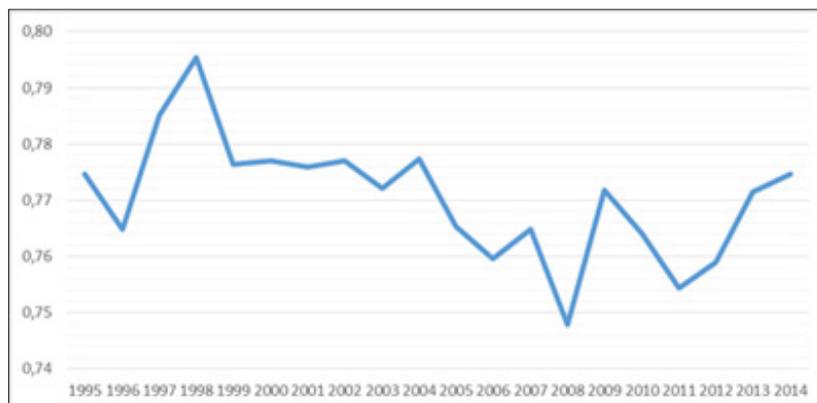
De l'analyse des données du tableau 5, il ressort que huit pays (Bénin, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Niger, Sénégal et Togo) ont vu leur taux marginal de capital augmenté, traduisant ainsi une absence ou une faiblesse dans l'utilisation des capitaux. Même si des pays comme le Nigeria, le Ghana, le Libéria, le Burkina Faso, le Mali et la Guinée-Bissau ont amélioré l'efficacité de leurs investissements au cours de la dernière décennie par rapport à la précédente, il convient de souligner que l'efficacité dans les investissements demeure une préoccupation majeure dans la sous-région, notamment à cause du gaspillage, du déficit de choix et de la corruption.

Ces résultats renforcent la problématique de la faiblesse de la productivité des capitaux et du facteur travail en Afrique et appellent à une utilisation plus efficace des capitaux, notamment des investissements publics, car selon Dabla-Norris *et al.* (2011), l'efficacité des investissements publics est un défi en Afrique. Cette situation a tendance à réduire les complémentarités entre les capitaux publics et privés, et, par ricochet, à limiter le rendement des investissements privés, rendant ainsi leur attraction plus incertaine.

Tableau 5 : Dynamique moyenne du coefficient marginal du capital au sein de l'espace CEDEAO

Pays	Moyenne 1990-2000	Moyenne 2001-20114
Bénin	3,3	5,0
Burkina Faso	4,4	3,7
Cabo Verde	6,2	6,4
Côte d'Ivoire	4,1	27,1
Gambie	6,5	6,8
Ghana	3,3	3,1
Guinée	7,0	10,8
Guinée-Bissau	23,8	3,2
Libéria	24,5	2,9
Mali	4,4	4,0
Niger	4,7	5,7
Nigeria	3,9	1,0
Sénégal	5,9	6,1
Sierra Leone	-1	1,6
Togo	5,9	7,5

Source : CNUCED 2014

**Figure 6** : Évolution de l'indice Herfindahl de diversification des exportations au sein de la CEDEAO

Source : À partir des données extraites de UNCTADSTAT, et calculs des auteurs, novembre 2016

N.B. : plus l'indice tend vers zéro, plus sont diversifiées les exportations.

Le niveau des exportations de la majeure partie des pays de la CEDEAO a augmenté au cours de la dernière décennie par rapport à la précédente (cf. Tableau 4), passant ainsi de 24,5 pour cent du PIB à 26,9 pour cent du PIB en moyenne dans la sous-région, avec des niveaux supérieurs à 30 pour cent (Côte d'Ivoire, Togo, Ghana et Nigeria) pour certains. En dépit de cette tendance à la diversification observée au cours de la dernière décennie, les exportations de l'ensemble des pays de la CEDEAO sont structurellement caractérisées par une concentration sur les produits bruts agricoles et extractifs (cf. Figure 6). Il reste que les efforts de diversification des exportations en cours en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Sénégal, au Ghana, au Libéria et au Togo devraient être renforcés à travers la mise en œuvre de politiques industrielles et commerciales audacieuses et sélectives. Cette orientation stratégique de changement structurel de l'économie, avec un accent particulier sur le développement de l'industrie manufacturière, doit être impérativement une règle d'or de politique économique dans la sous-région au cours de la décennie à venir.

Tableau 6 : Évolution de l'indice Herfindahl de diversification des exportations au sein des pays de la CEDEAO

Pays	1995-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2014
Bénin	0,80	0,80	0,76	0,75
Burkina Faso	0,79	0,81	0,81	0,79
Cabo Verde	0,67	0,68	0,70	0,71
Côte d'Ivoire	0,79	0,76	0,72	0,71
Gambie	0,78	0,70	0,71	0,76
Ghana	0,82	0,83	0,81	0,75
Guinée	0,83	0,85	0,81	0,79
Guinée-Bissau	0,64	0,67	0,74	0,77
Libéria	0,81	0,83	0,77	0,77
Mali	0,82	0,85	0,84	0,83
Niger	0,78	0,79	0,79	0,82
Nigeria	0,89	0,87	0,83	0,81
Sénégal	0,79	0,73	0,73	0,73
Sierra Leone	0,72	0,69	0,66	0,80
Togo	0,76	0,75	0,73	0,71

Source : UNCTADSTAT et calculs des auteurs, novembre 2016

La consommation des ménages est l'élément dominant de la demande intérieure dans les économies africaines en général et dans la CEDEAO en particulier (cf. Figure 4). Cependant, une stratégie de croissance fondée sur la consommation n'est pas viable à moyen et à long terme, car elle entraîne souvent une dépendance excessive à l'égard des importations de biens de consommation dans un contexte de faibles capacités productives. Il en découle en outre une détérioration de la balance courante qui doit être corrigée à terme pour assurer la viabilité des comptes extérieurs (CNUCED 2014). Il est également admis que la hausse des investissements, qui peut également dégrader les comptes courants, est associée à une croissance plus forte que lorsque le déficit est imputable à une vigoureuse expansion de la consommation (Klemm 2013).

La consommation finale de la sous-région représente en moyenne 78,1 pour cent du PIB au cours de la dernière décennie, contre 78,7 pour cent du PIB à la décennie antérieure, avec une tendance à la baisse entretenue par huit pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Sénégal). Les autres pays ont enregistré une hausse de la consommation finale des ménages (cf. tableau 4) au même titre que la croissance économique sur la même période. Il en ressort que la performance structurelle du taux de consommation dans l'orientation de la croissance économique en Afrique au cours de la dernière décennie à travers le canal de la demande globale est suscitée par l'amélioration de la confiance des consommateurs et l'élargissement progressif de la classe moyenne (ECA 2015).

Croissance économique et réduction de la pauvreté dans la zone CEDEAO

Cette section examine la qualité de la croissance économique à travers son profil pro-pauvre.

Cadre théorique

Les travaux de recherche sur le phénomène de croissance pro-pauvre ont pris de l'ampleur dans le contexte de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté impulsées en Afrique en début 2000 par les institutions de Bretton Woods (Philippe 2008).

Pour Kakwani et Pernia (2001), ce sont les non pauvres qui bénéficient en premier temps des retombées de la croissance économique à cause de leurs avantages en termes de capital humain et financier ; dans un second temps, les pauvres en bénéficient à travers les dépenses faites par les non pauvres. Des auteurs ont mis en évidence l'hypothèse d'une croissance plus pro-non pauvre, voire appauvrissante⁵ (Dorothee *et al.* 2009).

Le concept de la croissance pro-pauvre a donné lieu à une multitude de définitions de la part des économistes du développement. Toutefois, il convient de retenir que la croissance pro-pauvre se réfère à la croissance inclusive. En d'autres termes, il s'agit de constituer la croissance à partir de la base, c'est-à-dire des pauvres, et d'en faire profiter l'ensemble de la population par un flux de bas en haut afin d'accélérer des mécanismes de réduction de la pauvreté. Même si des divergences existent sur la significativité de l'influence de la croissance sur la réduction de la pauvreté et le degré d'influence à partir duquel elle est qualifiée de pro-pauvre, tout le monde s'accorde sur le fait qu'on ne parlera de croissance pro-pauvre que quand cette croissance entraîne une réduction significative de la pauvreté (Lopez 2004). Il s'y ajoute que l'évaluation du caractère pro-pauvre de la croissance est fonction de sa définition.

Il ressort de cela que la croissance sera pro-pauvre de façon relative lorsque le taux de croissance du revenu des individus pauvres consécutif à une période de croissance économique sera supérieur à celui des individus non pauvres (White *et al.* 2000 ; Klasen 2003). De façon plus absolue, la croissance sera qualifiée de pro-pauvre lorsqu'elle entraîne une réduction du taux de pauvreté en termes absolus (Ravallion *et al.* 2003 ; Kraay 2004).

Suivant cette double approche relative et absolue, trois grandes étapes sont considérées dans l'analyse de la croissance pro-pauvre. D'abord, la démarche consiste à choisir un indicateur de bien-être. Ensuite, à définir un seuil de pauvreté permettant de séparer les pauvres des non pauvres. Enfin, à utiliser une ou plusieurs mesures de la croissance pro-pauvre afin d'obtenir la répartition de la pauvreté pour l'ensemble de la population ou pour différents sous-groupes (Dorothee *et al.* 2009).

Dans le cas de notre présent travail de recherche, l'approche dite « relative » de White et Anderson (2000) et Klasen (2005) est privilégiée pour apprécier le profil pro-pauvre ou non de la forte croissance économique de la CEDEAO au cours de la dernière décennie. Le choix de cette approche est lié à la disponibilité des données sur la distribution de revenus (par centile, décile, quintile, etc.) dans les bases de données de certaines institutions internationales comme la Banque mondiale.

Sur le plan méthodologique, deux mesures permettent de mettre en évidence une vision moyenne de la relation entre croissance et pauvreté. Un premier indice qualifie la croissance de pro-pauvre lorsque le taux de croissance du revenu moyen des pauvres est supérieur à celui de l'ensemble de la population. Un second suggère une croissance pro-pauvre si la part

des pauvres dans la variation des dépenses ou du revenu excède le ratio de pauvreté (Dorothee *et al.* 2009). Sur cette base, il est mené dans la section suivante une analyse de la dynamique dans la distribution des revenus des pauvres et des non pauvres sur la base des enquêtes ménages réalisées avant et au cours de la dernière décennie. Les données d'analyse sont extraites de la base de données de la Banque mondiale. Toutefois, l'absence de données n'a pas permis la prise en compte du Libéria dans notre analyse.

Évaluation du profil pro-pauvre et inclusif de la croissance économique de la CEDEAO

L'analyse du tableau 7 révèle trois catégories de pays selon l'évolution de la distribution des revenus des deux extrêmes de la situation de bien-être des ménages, à savoir les plus pauvres et les plus riches, en considérant le décile et le quintile correspondants. Un premier groupe (Burkina Faso, Cabo Verde, Guinée, Mali, Niger, Sierra Leone) où la part de revenu des plus pauvres au cours de la dernière décennie a augmenté et celle des plus riches a baissé. Un deuxième groupe (Bénin, Ghana, Guinée-Bissau, Nigeria, Sénégal, Togo) qui concerne les pays où la part de revenu des plus pauvres a baissé et celle des plus riches a augmenté au cours de la dernière décennie. Un troisième groupe (Côte d'Ivoire, Gambie) qui est caractérisé par une baisse concomitante des revenus des plus pauvres et des plus riches au cours de la dernière décennie.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que la forte croissance des économies de la CEDEAO au cours de la dernière décennie a été plus en faveur des ménages plus riches que des pauvres. Elle a été non pro pauvre et non inclusive dans plus de 43 pour cent des économies de la sous-région. Les performances macroéconomiques ont été plus à l'avantage des plus riches, notamment en rapport avec l'augmentation du coefficient marginal du capital dans la sous-région au cours de la période en revue. Des réformes allant dans le sens de l'amélioration de la productivité du secteur agricole, qui est le secteur contribuant le plus à la pauvreté et à la constitution du PIB, sont nécessaires. L'amélioration du caractère inclusif des activités des secteurs émergents de la dernière décennie, notamment les industries extractives, les BTP et les télécoms, constitue également une piste vers la réalisation d'une croissance pro-pauvre dans la sous-région.

Tableau 7 : Variation de la part de revenu des ménages plus pauvres et plus riches au sein de la CEDEAO (en point de pourcentage)

Pays	Année	Distribution part de revenu			
		Les 10 % plus riches	Les 20 % plus riches	Les 10 % plus pauvres	Les 20 % plus pauvres
Bénin	03-11	3,4	4,5	-0,4	-0,9
Burkina Faso	98-03	-9,0	-6,8	0,3	0,6
	03-09	-1,7	-2,8	0,5	0,9
Côte d'Ivoire	98-02	2,6	2,3	-0,3	-0,3
	02-08	-0,1	0,5	-0,5	-0,9
Cabo Verde	01-07	-5,5	-4,7	0,4	0,8
Gambie	98-03	-0,1	-0,6	0,0	0,0
Ghana	98-05	3,1	2,4	-0,3	-0,5
Guinée	94-02	-2,1	-2,6	0,2	0,6
	07-12	-3,7	-4,8	0,6	1,3
Guinée-Bissau	93-02	-6,3	-6,5	0,7	1,6
	02-10	13,9	13,6	-1,3	-2,8
Mali	94-01	-10,4	-9,7	0,8	1,7
	01-09	-4,6	-4,8	0,8	1,5
Niger	94-05	3,8	2,7	-0,1	-0,1
	07-11	-4,9	-4,9	0,6	1,2
Nigeria	96-03	-10,9	-10,5	0,8	2,0
	03-09	2,9	3,0	-0,1	-0,3
Sénégal	94-01	-0,5	0,0	0,1	0,1
	05-11	1,0	1,1	-0,1	-0,2
Sierra Leone	03-11	-5,1	-5,4	0,6	1,3
Togo	06-11	1,9	2,5	-0,6	-1,2

Source : Calcul des auteurs à partir des données WDI de la Banque mondiale et calculs de l'auteur, décembre 2016

Quelle a été l'influence de la croissance économique dans le développement social des États de la CEDEAO ?

Les relations entre les performances macroéconomiques et le développement social ont été au centre des réflexions des chercheurs et acteurs du développement sur le paradoxe du modèle de développement de l'Afrique. La trilogie croissance économique-pauvreté-inegalité a été grandement explorée par les chercheurs pour appréhender la dynamique théorique et empirique qui existe entre elles afin de proposer les politiques économiques appropriées

(Thorbecke 2013 ; Go Delfin *et al.* 2007 ; Bigsten 2014 ; Berg *et al.* 2003 ; IMF 2015). L'essentiel des travaux de recherche ont ciblé trois niveaux : (i) la relation entre croissance économique et inégalité (et vice versa), (ii) l'impact de la redistribution sur la croissance économique, et (iii) la dynamique entre le revenu moyen global et le revenu moyen des ménages pauvres (Mamoudou *et al.* 2014). La croissance en Afrique a plus que proportionnellement profité aux plus riches. Par ailleurs, la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté en Afrique n'a ni réduit l'effectif des pauvres ni augmenté la part des revenus des plus pauvres (IMF 2015).

Dynamique entre pauvreté, inégalité de revenu et croissance économique au sein de la CEDEAO (variation 2003-2011 en %)

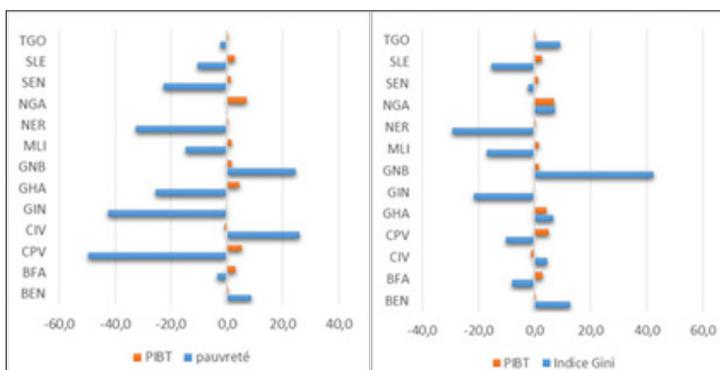


Figure 7 : Évolution PIB par tête et pauvreté - Évolution PIB par tête et inégalité revenu

Source : Données extraites de WDI, Banque mondiale, février 2017

L'analyse de la dynamique de la croissance économique, pauvreté et inégalité de revenu au cours de la dernière décennie révèle que les bonnes performances macroéconomiques des pays de la CEDEAO n'ont pas été potentiellement accompagnées d'une réduction substantielle des inégalités et de la pauvreté de la population. En effet, 70 pour cent des pays ont vu leur croissance économique accompagnée de réduction de pauvreté et des inégalités, mais cette baisse n'a pas été suffisante. Par ailleurs, la croissance économique s'est accompagnée d'une aggravation de la pauvreté dans quatre pays (Nigeria, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire et Bénin) et d'une augmentation des inégalités dans six pays (Togo, Nigeria, Guinée-Bissau, Ghana, Côte d'Ivoire et Bénin). Les longues périodes de crise politique pourraient expliquer la forte contre-performance de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Togo. Le Nigeria et le Ghana, malgré l'importance de l'exploitation de leurs ressources naturelles (pétrole et or notamment) dans la création de la richesse nationale, n'ont pas pu empêcher l'aggravation de la pauvreté et des inégalités.

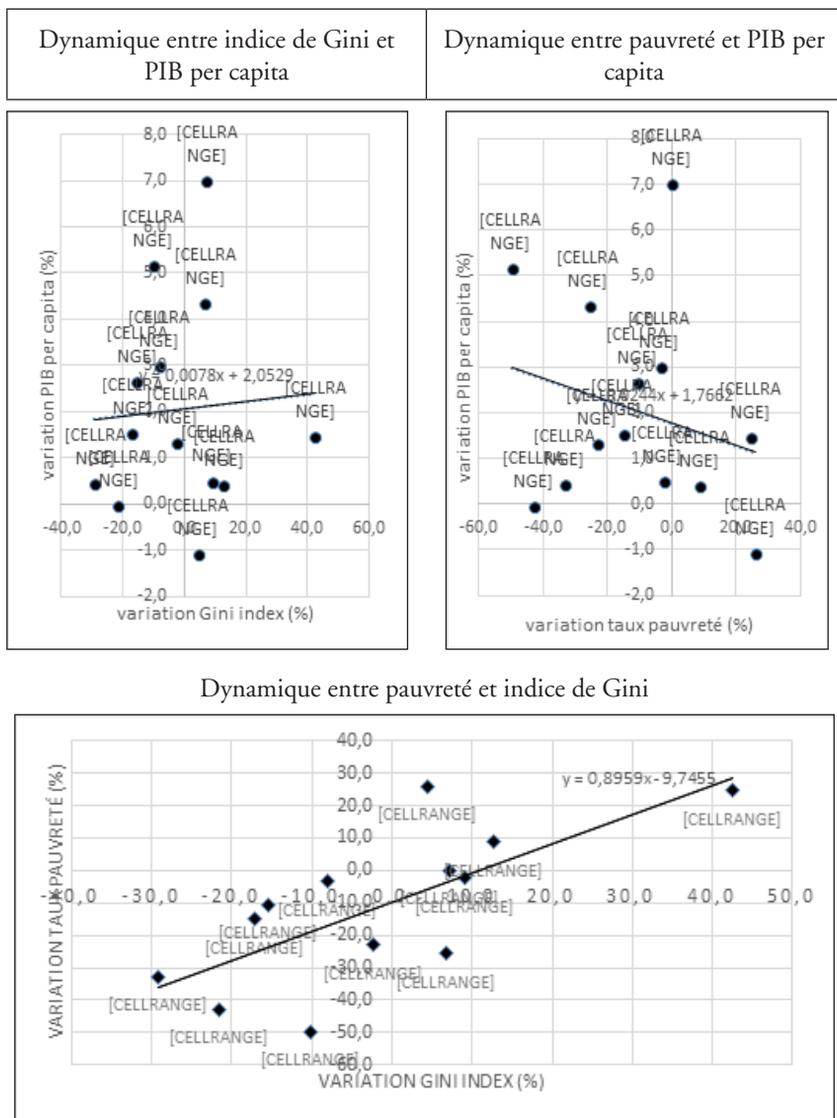


Figure 8 : Dynamique de la croissance économique, inégalités-revenu et pauvreté dans la CEDEAO (en %, 2003-2011)

Source : WDI, Banque mondiale et calculs des auteurs, février 2017

Ces résultats nous permettent, dans le développement suivant, de pousser plus loin notre analyse exploratoire des effets de la bonne croissance économique sur le développement social dans les pays de la CEDEAO.

Globalement, les bonnes performances macroéconomiques enregistrées par les pays de la CEDEAO ont pu influencer légèrement à la baisse la pauvreté, mais pas suffisamment pour induire une réduction significative et durable de la pauvreté et, par conséquent, une amélioration substantielle du bien-être des populations. Par ailleurs, cette croissance économique a été accompagnée d'une augmentation des inégalités. Ceci corrobore l'analyse faite plus haut sur le caractère pro pauvre de la croissance qui relève que cette forte croissance économique a été plus à la faveur des plus riches (quintile des plus riches) qu'aux plus pauvres (quintile des plus pauvres). En outre, la résilience de la pauvreté face à la croissance économique serait renforcée par l'augmentation des inégalités, notamment les inégalités-revenu des ménages. Cet état de fait nous amène à nous interroger sur la qualité de la croissance économique enregistrée par la sous-région, malgré les multiples réformes, politiques et stratégies de développement mises en œuvre dans l'ensemble des pays de la CEDEAO au cours de ces deux dernières décennies. Partant de cette analyse, deux hypothèses fortes se dégagent : (i) soit la croissance économique n'a pas été suffisante pour pouvoir impacter significativement à la baisse la pauvreté et les inégalités de revenu et/ou (ii), soit cette croissance économique qualifiée de satisfaisante n'a pas été générée à partir d'une transformation structurelle des économies.

Évidence empirique du profil pro-pauvre et inclusif de la croissance économique dans la zone CEDEAO

Fondements de la modélisation et données

Dans le but d'approfondir l'analyse stylisée faite précédemment, la situation mitigée relative au profil pro-pauvre et inclusif de la croissance économique dans la zone CEDEAO est testée à travers des régressions en données de panel (panel non équilibré) avec effets fixes. La spécification des différentes équations visant à appréhender le profil pro-pauvre et inclusif de la croissance économique est inspirée des travaux de Balakrishnan *et al.* (2013).

L'approche Ravallion et Chen (2003) est utilisée dans le cadre de la présente recherche. Elle stipule que la croissance est dite pro-pauvre lorsqu'elle est accompagnée d'une réduction de l'incidence de pauvreté. Par ailleurs, selon l'approche Dollar et Kraay (2002), la croissance est inclusive lorsqu'elle n'est pas associée à une augmentation des inégalités ou à une réduction de la part de revenu du quintile le plus pauvre de la population (Rauniyar et Kanbur 2010).

Les estimateurs des moindres carrés ordinaires (OLS) et des doubles moindres carrés (2SLS) sont concomitamment utilisés afin, d'une part, d'apprécier la robustesse des estimations (stabilité des paramètres estimés entre OLS et 2SLS) et, d'autre part, de prendre en compte les biais d'endogénéité en adjoignant des variables instrumentales aux régressions (avec l'estimateur 2SLS). Pour le cas de la présente recherche, les valeurs passées (variables retardées) de l'ensemble des variables explicatives dans chaque modèle, considérées efficaces dans la correction des biais d'endogénéité, sont utilisées comme variables instruments (Balakrishnan *et al.* 2013). L'introduction de variables instrumentales avec l'estimateur 2SLS permet d'absorber les effets d'éventuelle corrélation entre les variables explicatives et les termes des erreurs. Par ailleurs, les équations sont linéarisées avec la fonction Log afin de facilement capturer les impacts à travers les élasticités pour une aisance dans les interprétations.

Les données associées aux différentes variables (PIB per capita, incidence de pauvreté, coefficient de Gini, part de revenu des quintiles plus pauvres et plus riches, le PIB agricole et les investissements) des 14 pays⁶ de la CEDEAO considérés dans le panel ont été entièrement extraites de la base de données « World Development Indicators » de la Banque mondiale afin de s'assurer de l'harmonie dans la définition et la mesure des variables.

Spécification, estimations et analyse des résultats

La spécification vise principalement à évaluer le profil pro-pauvre et inclusif de la croissance dans l'espace CEDEAO à partir d'une modélisation en données de panel non équilibré. L'utilisation d'un panel non équilibré se justifie par le fait que les données issues essentiellement des enquêtes ménages et par ailleurs associées à nos variables d'intérêts (taux de pauvreté, coefficient de Gini et la structure des revenus des ménages par quintiles) ne sont disponibles que pour quelques années dans les pays étudiés.

Par ailleurs, les régressions des trois équations dont les résultats sont présentés dans les tableaux ci-dessous sont réalisées en s'assurant du respect des hypothèses élémentaires associées, aux termes des erreurs, notamment l'homoscédasticité, l'absence d'auto-corrélation et d'endogénéité par l'utilisation de variables instrumentales avec l'estimateur 2SLS. La magnitude des coefficients estimés est de ce fait bien plausible, avec les signes attendus et statistiquement significatifs.

- **Qu'en est-il exactement du profil pro-pauvre de la croissance économique de la CEDEAO ?**

Selon les analyses stylisées faites dans la section précédente, une présomption de croissance non pro-pauvre a été révélée dans plus de 43 pour cent des économies de la sous-région. Pour approfondir cette analyse, en se fondant sur les spécifications de Balakrishnan *et al.* (2013), nous estimons l'équation suivante :

$$\mathbf{Inpauv}_{i,t} = \alpha \ln y_{i,t} + \beta \ln \mathbf{Gini}_{i,t} + \delta \ln \mathbf{X}_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

Où $\mathbf{pauv}_{i,t}$ désigne l'incidence de pauvreté associée à la ligne de pauvreté internationale de \$1,90 US du pays i à la période t , $y_{i,t}$ dénote le revenu per capita du pays i à la période t , $\mathbf{Gini}_{i,t}$ désigne le coefficient de GINI du pays i à la période t , $\mathbf{X}_{i,t}$ désigne un certain nombre de variables économiques et socioéconomiques potentiellement déterminantes de la pauvreté du pays i à la période t . Ces variables économiques et socioéconomiques jouent également le rôle de variable de contrôle dans le modèle. Ainsi, le PIB agricole et l'investissement ont été retenus comme variables de contrôle. Les effets spécifiques individuel (\mathbf{v}_i) et temporel (\mathbf{u}_t) sont capturés par la perturbation ou le terme d'erreur $\varepsilon_{i,t}$ avec $\varepsilon_{i,t} = \mathbf{v}_i + \mathbf{u}_t$. Étant donné que l'équation est une fonction log, α , β et δ sont des élasticités qui permettent d'apprécier l'impact en termes de changement du revenu per capita, de l'inégalité revenu et des autres variables économiques et sociales respectivement sur la pauvreté. Selon les résultats des travaux théoriques (Ravallion et Chen 2003) et empiriques similaires (Balakrishnan *et al.* 2013 ; Daouda 2015 ; Augustin 2014) antérieurs, nous nous attendons à un signe négatif associé à la croissance et à un signe positif associé au coefficient de Gini (World Bank 2008). Les signes associés aux investissements et au PIB agricole sont attendus tous négatifs. Il faut noter que pour éviter les effets de corrélation entre les variables explicatives, le PIB per capita et le PIB agricole ne sont pas utilisés concomitamment comme variables explicatives dans les différentes équations.

Par ailleurs, au regard de l'importance de l'agriculture dans la création du revenu global et individuel, de même que dans la détermination de la pauvreté dans la sous-région, le PIB agricole est inclus dans le modèle. Outre l'agriculture, l'investissement est également ajouté au modèle pour tenir compte, sur le plan théorique et empirique, des économies de la CEDEAO, de son rôle capital dans le renforcement du socle de production réelle et de développement social, et, par ricochet, dans la réduction de la pauvreté.

Les résultats présentés dans le tableau⁷ ci-dessous révèlent que la croissance économique au sein de la CEDEAO a été accompagnée d'une baisse significative de la pauvreté. Elle a donc été globalement pro-pauvre, comme montré dans 57 pour cent des pays à travers l'analyse stylisée. En effet, un accroissement du revenu par tête de 1 pour cent est associé à une baisse de l'incidence de pauvreté de 1,607 pour cent. Cependant, l'aggravation des inégalités s'accompagne d'une augmentation de la pauvreté : une hausse du coefficient de Gini de 1 pour cent est associée à une hausse de l'incidence de pauvreté de 2,42 pour cent. Par ailleurs, les résultats nous enseignent également que les effets positifs de la croissance économique sur la pauvreté sont réduits par les interactions avec les inégalités ; les effets bénéfiques étant quasiment inhibés (réduction de 1,607 % vs 0,158 pour cent pour 1 % d'accroissement du revenu per capita⁸).

Tableau 8 : Régression du caractère pro-pauvre de la croissance

Variable dépendante : Log taux de pauvreté au seuil international de \$1,90 par jour (Ln _{pauv})				
Variables	OLS		2SLS	
	(1)	(2)	(1)	(2)
Log PIB per capita	-1,607*** (0,366)	-0,250 (0,309)	-1,607*** (0,366)	-0,223 (0,310)
Log Gini	0,589 (0,446)	2,427*** (0,242)	0,589 (0,446)	2,437*** (0,242)
Interaction PIB-Gini		-0,150* (0,010)		-0,158* (0,888)
Observation	61	61	61	61
R-squared	0,80	0,80	0,80	0,50
Nombre Cross-sections	14	14	14	14
F-stat	11,039		11,039	

Source : Estimation des auteurs

(1) = sans effet fixe et (2) = avec effets fixes ;

(***)(**)(*) dénote une significativité à (1 %)(5%)(10%) ;

OLS = Ordinary Least Squares et 2SLS = Two-Stage Least Squares

• **Qu'en est-il exactement du caractère inclusif de la croissance économique de la CEDEAO ?**

L'analyse stylisée a révélé que 70 pour cent des pays de la CEDEAO ont vu leur croissance économique accompagnée d'une réduction de pauvreté au cours de la dernière décennie. Sur la base de la spécification de Balakrishnan *et al.* (2013) et de Daouda (2015), l'équation (2) est estimée pour évaluer quantitativement le profil inclusif de la croissance économique.

$$\ln Revq1_{it} = \delta \ln y_{it} + \phi \ln x_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Où $Revq1_{it}$ désigne la part de revenu du quintile le plus pauvre dans le pays i à la période t , y_{it} dénote le revenu per capita du pays i à la période t et x_{it} désigne les mêmes variables définies dans l'équation 1. δ mesure l'influence de la croissance économique sur la part de revenu des plus pauvres, et nous nous attendons à un signe positif en lien avec les résultats de travaux théoriques (Dollar & Kraay 2002) et empiriques similaires (Balakrishnan *et al.* 2013), Daouda 2015 ; Augustin 2014) antérieurs. Compte tenu de l'importance de l'activité agricole pour les conditions de vie des ménages en général et des pauvres en particulier dans la sous-région, nous nous attendons à un signe négatif associé au PIB agricole ainsi qu'aux investissements.

Par ailleurs, selon l'approche Dollar and Kraay (2002), le caractère inclusif de la croissance peut être appréhendé par son influence sur les inégalités – tel qu'exprimé par l'équation (3) :

$$\ln Gini_{it} = \gamma \ln y_{it} + \sigma \ln x_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

γ et σ mesurent l'influence (l'élasticité) respectivement de la croissance et des autres variables de contrôle sur l'inégalité dans la distribution de revenu à travers le coefficient de GINI. La croissance sera dite inclusive lorsque γ est significativement de signe négatif.

Les résultats de la régression de l'équation (2) et (3) présentés respectivement dans les tableaux 9 et 10 montrent que la croissance économique dans sa globalité n'a pas été profitable aux plus pauvres, mais que seul l'accroissement de sa composante agricole l'a été. En effet, un accroissement du PIB agricole de 1 pour cent est accompagné d'une augmentation de la part des revenus des plus pauvres de 1,02 pour cent.

Tableau 9 : Régression du caractère inclusif de la croissance par le canal des revenus des plus pauvres

Variable dépendante : Log revenu quintile plus pauvre (revq1)				
Variables	OLS		2SLS	
	(1)	(2)	(1)	(2)
Log PIB per capita	-0,505 (0,341)		-0,505 (0,341)	
Log Agri		1,028** (0,386)		1,028** (0,386)
Observation	61	44	61	44
R-squared	0,73	0,83	0,73	0,83
Nombre Cross-sections	14	12	14	12
F-stat	1,58	1,58	1,58	1,58

Source : Estimation des auteurs

(1) = modèle avec revenu per capita et (2) = modèle avec PIB agricole ; (***) (**)(*) dénote une significativité à (1 %)(5%)(10%) ; OLS = Ordinary Least Squares et 2SLS = Two-Stage Least Squares

Le profil de la croissance économique dans l'espace CEDEAO que nous pouvons qualifier de « partiellement inclusif » est renforcé par les résultats issus de la régression de l'équation (3) présentés dans le tableau ci-dessous. En effet, la baisse des inégalités consécutive à la croissance économique est intrinsèquement due à l'augmentation du PIB agricole, car l'accroissement du PIB agricole de 1 pour cent implique une baisse des inégalités de 0,44 pour cent, contre 0,22 pour cent pour le PIB global per capita.

Ces résultats démontrent, d'une part, l'importance des activités agricoles dans l'amélioration des conditions de vie des ménages et, d'autre part, le profil rural de la pauvreté dans la sous-région. Ainsi, le renforcement du caractère inclusif de la croissance économique dans la CEDEAO passe nécessairement par l'amélioration de la productivité des activités agricoles et, par ricochet, l'amélioration du revenu des ménages agricoles.

Tableau 10 : Régression du caractère inclusif de la croissance par le canal des inégalités

Variable dépendante : Log Gini				
	OLS		2SLS	
Variabes	(1)	(2)	(1)	(2)
Log PIB per capita	-0,223** (0,117)		-0,223** (0,117)	
Log Agri		-0,448** (0,210)		-0,448** (0,210)
Observation	61	44	61	44
R-squared	0,35	0,82	0,35	0,82
Nombre Cross-sections	14	12	14	12
F-stat	1,63	1,46	1,63	1,46

Source : Estimation des auteurs

(1) = model avec revenu per capita et (2) = model avec PIB agricole ; (***) (**)(*) dénote une significativité à (1 %)(5%)(10%) ; OLS = Ordinary Least Squares et 2SLS = Two-Stage Least Squares

Recommandations de politiques et conclusion

Les bonnes performances dans la croissance économique au sein des États de la CEDEAO au cours de la dernière décennie n'ont pas suffisamment contribué à améliorer les conditions de vie des populations, du fait d'un déficit de durabilité et d'inclusivité dans le processus de création de la richesse. En effet, les résultats issus des analyses stylisées, confortés par l'analyse empirique, révèlent les traces d'un profil pro-pauvre et partiellement inclusif dans la croissance économique au sein de la sous-région CEDEAO au cours de la dernière décennie. En outre, le caractère inclusif de la croissance traduit par la baisse des inégalités et la hausse de la part de revenu des plus pauvres est généré par les activités agricoles et non par le PIB dans sa globalité. Ce qui réaffirme la place centrale de la production agricole dans la réduction de la pauvreté et des inégalités au sein des pays de la CEDEAO en dépit de la réduction de son poids dans le PIB au cours de la dernière décennie.

Par ailleurs, les bonnes croissances économiques au sein de l'espace au cours de la dernière décennie ont été en partie entretenues par une forte contribution des activités du secteur des services à fort potentiel informel, principalement le commerce de détail et de gros, les restaurants et les activités du secteur de l'industrie dominées par la production de la branche

extractive. Sont également mis en évidence des signes de réduction de la part de l'agriculture dans le PIB, qui est accompagnée par un gonflement de la part du secteur des services à dominance potentiellement non moderne. Cependant, un début de développement de l'industrie manufacturière (produits manufacturiers) et du BTP, de services modernes (hôtellerie et télécommunication) et de diversification des exportations est en cours dans certains pays de la sous-région, et cette tendance mérite d'être renforcée par des politiques de modernisation (du secteur des services) et d'industrialisation ciblées et courageuses. La part des activités agricoles dans le PIB a été globalement réduite, mais pas dans le sens souhaité en termes de dynamiques de transformation structurelle. Des efforts dans le développement des chaînes de valeurs agricoles avec l'amélioration de la productivité et des rendements agricoles et surtout la transformation de la production (l'agro-industrie) sont plus que nécessaires. En absence de tels efforts, le risque d'aboutir à long terme à un décrochage du secteur agricole des deux autres secteurs (secondaire et tertiaire) est potentiel. En un mot, créer les conditions de la réalisation de la transition économique.

Aussi, pour renforcer le caractère pro-pauvre et inclusif de la croissance économique des économies de l'espace CEDEAO à travers une transformation profonde de la structure de production et une demande intérieure stabilisatrice, les orientations de politiques suivantes doivent-elles être promues et intensifiées :

- renforcer la modernisation des activités du secteur des services, notamment en ses branches commerce, restaurant et transport ;
- réorienter la progression du secteur de l'industrie vers le développement de la branche manufacturière par la réduction de la forte dépendance des économies à la production des industries extractives ;
- renforcer la qualité contributive des activités agricoles au PIB par l'amélioration de la productivité, y compris la migration vers le développement et l'exploitation des chaînes de valeur agricoles ;
- renforcer dans la durée l'élan de diversification des exportations en cours dans la sous-région par la mise en œuvre de politiques d'industrialisation adaptées aux potentialités industrielles de chaque pays.

Au regard des résultats des analyses qui précèdent et pour répondre à nos interrogations sur les fondements de la divergence entre la croissance économique et le développement social, les prochains travaux de réflexions devraient porter sur le processus de transformation structurelle et son évaluation au sein de la CEDEAO.

Notes

1. Les opinions exprimées dans cet article sont personnelles. Elles ne représentent en rien celles de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique ni de ses organes subsidiaires.
2. Les hypothèses de base du modèle sont : rendement d'échelle constant du capital, baisse progressive de la productivité marginale du capital, progrès technique déterminé exogène et substituabilité entre le capital et le travail. En guise de résultats, l'épargne ou l'investissement sont déterminants pour la croissance à court terme et le progrès technologique pour la croissance à long terme.
3. La stabilité macroéconomique se traduit par : un déficit budgétaire et extérieur (compte courant) soutenable, une inflation faible et stable et un régime de change favorable avec un taux de change équilibré.
4. La transformation structurelle est définie comme un processus de développement qui est caractérisé par quatre évolutions étroitement liées : (1) une baisse de la part de l'agriculture dans le PIB (même si la production absolue de l'agriculture continue de croître), (2) une augmentation de la part de l'industrie moderne et des services modernes dans le PIB, (3) une urbanisation rapide et (4) une transition démographique traduite par le passage d'un taux de fécondité et de mortalité élevé à des taux bas (Timmer 2012).
5. Dénotant une situation où l'accroissement de l'inégalité est si forte que l'impact positif de la croissance économique est plus que contrebalancé par l'effet négatif de l'augmentation de l'inégalité.
6. Le Cabo Verde a été exclu du panel pour insuffisance de données pour plusieurs variables.
7. Nos résultats corroborent fortement ceux de Balakrishnan *et al.* (2013) et Daouda (2015) dont les travaux portent également sur un échantillon de pays africains.
8. Effets de la croissance uniquement = - 1,607 et effets interaction entre la croissance et les inégalités = - 0,158.

Références

- Aghion, P., & Howitt, P., 1992, « A Model of Growth through Creative Destruction », *Econometrica* 60(2), p. 323-51.
- Alin, M., & Charalambos, T., 2009, « Growth determinants revisited », *International Monetary Fund working paper Working paper*, Washington, D.C.
- Balakrishnan, R., Steinberg, C., & Murtaza, S., 2013, « The Elusive Quest for Inclusive growth : Growth, Poverty, and Inequality in Asia », *International monetary fund, Research Working paper*, June 2013.
- Barro, R., 1990, « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth », *Journal of Political Economy* 98, p. 103-125.
- Berg, A. & Krueger, A., 2003, « Trade, Growth, and Poverty : A Selective Survey », *International Monetary Fund working paper Working Paper WP/03/30*, Washington, D. C.

- Bigsten, A., 2014, « Dimensions of African Inequality », WIDER Working Paper 2014/050, UNU-WIDER.
- Brunetti, A., 1997, « Political Variables in Cross-country Growth Analysis », *Journal of Economic Surveys* 11(2), p. 163-190.
- Camberlain, P., Beltrando, G., Fontaine, B., & Richard, Y., 2002, « Pluviométrie et crises climatiques en Afrique tropicale : changements durables ou fluctuations interannuelles ? », *Revue des historiens et des géographes* n° 379.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA), 2016, *Des Objectifs du millénaire pour le développement aux Objectifs de développement durable : Parcours et efforts supplémentaires des pays de l'Afrique de l'Ouest pour un rendez-vous réussi en 2030*, Rapport de suivi des OMD en Afrique de l'Ouest : Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, Niamey.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA), Commission de l'Union africaine (CUA), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Banque africaine de développement (BAD), 2015, *Rapport OMD 2015 : Évaluation des progrès réalisés en Afrique pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement*, Addis Abeba.
- Christiaensen, L., Demery, L., & Paternostro, S., 2002, « Growth, distribution, and poverty in Africa : messages from the 1990s », *Policy Research Working Paper Series 2810*, The World Bank, Washington, D .C.
- Clarke, D., 2013, « Africa 2050 : Economic revolution », *Global : The International Briefing*, Second quarter, p. 18–19. Available at http://www.global-briefing.org/Global_Issue_14/index.html#/20/ accessed 23 March 2014.
- Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 2014, *Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique*, Rapport 2014 sur le développement économique en Afrique, Genève.
- Dabla-Norris, E., Brumby, J., Kyobe, A., Mills, Z., & Papageorgiou, C. , 2011, « Investing in public investment : An index of public investment efficiency », *International Monetary Fund working paper WP/11/37* Washington, D. C.
- Dorothee, B. & Caroline, M., 2009, « La croissance pro-pauvre : un aperçu exhaustif de la « boîte à outils » », *Groupe de recherche en économie et développement international*, université de Sherbrooke, Working Paper.
- Duclos, J.-Y., 2009, « What is « pro-poor » ? », *Social Choice and Welfare* 32, p. 37–58.
- Commission économique pour l'Afrique (ECA), 1999, *Economic Report on Africa 1999 : The Challenge of Poverty Reduction and Sustainability*, Addis Abeba.
- Economic Commission for Africa (ECA), 2015, *Economic Report for Africa : Industrialization through trade*, Addis Ababa.
- Fedderke, J.W., Perkins, P. & Luiz, J. M. 2006, « Infrastructural Investment in Long-run Economic Growth : South Africa 1875-2001 », *World Development* 34(6), p. 1037-1059.
- Fosu, A. K., 2014, « Growth, Inequality, and Poverty in Sub Saharan Africa : Recent Progress in a Global Context », *Centre for The Study of African Economies, CSAE Working Paper*, April 2014.
- Gallup, J., Sachs, J., & Mellinger, A., 1999, « Geography and Economic Development », *International Regional Science Review* 22(2), p. 179-232.

- Ghazanchyan, M., and Stotsky, J., 2013, « Drivers of growth : Evidence from sub-Saharan African countries », *International Monetary Fund Working Paper WP/13/236* Washington, D. C.
- International Monetary Fund (IMF), 2015, *Poverty, Growth, and Inequality in Sub-Saharan Africa : Did the Walk Match the Talk under the PRSP Approach*, IMF working paper Washington, D. C.
- Go, D., Nikitin, D., Wang, X., & Zou, H., 2007, « Poverty and Inequality in Sub-Saharan Africa : Literature Survey and Empirical Assessment », *Annals of Economics and Finance* 8(2), p. 251-304.
- Grossman, G., & Helpman, E. 1991, *Innovation and Growth in the Global Economy*, Cambridge, Mass, MIT Press.
- Jutting, J., 2003, « Institutions and Development : A Critical Review », *OECD Development Center, Working Paper 210*, Paris, France.
- Kakwani, N., 1997, « On Measuring Growth and Inequality Components of Poverty with Application to Thailand », School of Economics, The University of New South Wales, Sydney.
- Kakwani, N., & Son, H., 2002, « Pro-Poor Growth : Concept, Measurement, and Application », unpublished mimeo, University of New South Wales, Sydney.
- Kalemli-Ozcan, S., 2002, « Does the Mortality Decline Promote Economic Growth ? », *Journal of Economic Growth* 7, p. 411-439.
- Klasen, S., 2003, « In Search of the Holy Grail : How to Achieve Pro-Poor Growth ? », Conference Papers for « The ABCDE-Europe Conference towards Pro-Poor Policies », World Bank.
- Klasen, S., 2005, « Economic Growth and Poverty Reduction : Measurement and Policy Issues », *OECD Working paper #246*, Paris.
- Klemm, A., 2013, « Growth Following Investment and Consumption-driven Current Account Crises », *International Monetary Fund working paper WP/13/217*, Washington, D. C.
- Knack, S., & Keefer, P., 1997, « Does Social Capital Have an Economic Impact ? A Cross-Country Investigation », *Quarterly Journal of Economics* 112(4), p. 1252-88.
- Kraay, A., 2004, « When is Growth Pro-Poor ? Evidence from a Panel of Countries », *The World Bank Policy Research Working Paper #3225*, Washington, D. C.
- Lopez, H. & Serven, L., 2004, « The Mechanics of Growth-Poverty-Inequality Relationship », *Mimeo*, World Bank, Washington, D. C.
- Lucas, R., 1988, « On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, 22, p. 3-42.
- Mamoudou, I., Kourago, H., & Guene, S. H., 2014, « Croissance économique et pauvreté monétaire des ménages au Burkina Faso : rôles des inégalités, de la productivité et de la vulnérabilité des revenus », Document de travail, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Ouagadougou.
- Matthews, R., 1986, « The Economics of Institutions and the Sources of Growth », *The Economic Journal* 96, p. 903-18.
- McCulloch, N. & B. Baulch, 1999, « Tracking Pro-Poor Growth : New Ways to Spot the Biases and Benefits », *ID21 Insights #31*, Institute of Development Studies.

- Mijiyawa, A., 2013, « Africa's recent economic growth, what are the contributing factors ? » *African Development Review* 25(3), p. 289–302.
- Petrakos, G., Arvanitidis, P., & Pavleas, S., 2007, « Determinants of Economic Growth : The Experts' View », *Dynamic Regions in a Knowledge Driven Global Economy Lessons and Policy Implications for the EU*, Working paper.
- Philippe, D. L., 2008, « Le DSRP1, Document stratégique de réduction de la pauvreté, un instrument au service de qui et de quoi ? », Note d'appui à la réflexion, Université catholique de Louvain.
- Rauniyar, G., & Kanbur, R., 2010, « Inclusive Development : Two Papers on Conceptualization, Application, and the ADB Perspective », Manila, Asian Development Bank.
- Ravallion, M., & Chen, S., 2003, « Measuring Pro-Poor Growth », World Bank, Policy Research Working Paper # 2666, Washington, D. C.
- Romer, P., 1986, « Increasing Returns and Long Run Growth », *Journal of Political Economy* 94(2), p. 1002-1037.
- Romer, P., 1990, « Endogenous Technological Change », *Journal of Political Economy* 98(5), p. 71-102.
- Sembene, D., 2015, « Poverty, Growth, and Inequality in Sub-Saharan Africa : Did the Walk Match the Talk under the PRSP Approach ? », *International monetary fund, Research Working paper*, June 2015.
- Solow, R., 1956, « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, 70, p. 65-94.
- Thorbecke, E., 2013, « The Interrelationship Linking Growth, Inequality and Poverty in Sub-Saharan Africa », *Journal of African Economies* 22, AERC Supplement 1, p. i15- i48.
- Timmer, M. P., de Vries Gaaitzen, Erumban, J. A. A., Voskoboinikov, A. D., & Wu, H. X., 2012, « Deconstructing the BRICs : Structural transformation and aggregate productivity growth », *Journal of Comparative Economics*, Elsevier, p. 211-227, 40.
- Turnovsky, S. J., 2011, *Capital Accumulation and Economic Growth in a Small Open Economy*, Cambridge University Press, Cambridge.
- United Nations Conference on Trade and Commerce (UNCTAD), 2012, *Economic Development in Africa Report 2012: Structural Transformation and Sustainable Development in Africa*, United Nations publication, Sales No. E.12.II.D.10. New York and Geneva.
- White, H. & Anderson, E., 2000, « Growth Vs Redistribution : Does the Pattern of Growth Matter ? », Institute of Development Studies, University of Sussex.
- World Bank, 2008, « Agriculture for Development », World Development report.